

TPO: La demande de microcrédits explose, malgré les risques

RAMALLAH, 23 avril 2012 (IRIN) - La demande de microcrédits a connu une forte augmentation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza au cours de ces dernières années, selon les informations fournies par le réseau palestinien de microfinance « Palestinian Network for Small and Microfinance » (Sharakeh), qui regroupe 11 institutions de microfinance à but non lucratif et dont le portefeuille de crédits a atteint un total de 75 millions de dollars à la fin 2011.

Entre 2007 et 2011, le nombre de microcrédits en cours en Cisjordanie et dans la bande de Gaza est passé de 20 000 à plus de 43 000. Cette tendance devrait se maintenir, a indiqué Sharakeh, qui prévoit que le nombre de prêts atteindra 77 000 d'ici 2015. Le nombre de clients actifs qui bénéficient de microcrédits accordés par des institutions de microfinance a augmenté de 27 pour cent en moyenne par an depuis 2007, a-t-il ajouté.

« La microfinance est en pleine croissance en Palestine, car elle facilite la création des petites entreprises, qui augmentent en nombre et en importance », a dit à IRIN Shirin al-Ahmad, chef de division auprès de l'Autorité monétaire palestinienne (AMP). La création d'une petite entreprise peut être un moyen de faire face aux problèmes pour les employés du secteur public, mais en raison de l'état de l'économie palestinienne, cela ne suffit pas à protéger de la précarité.

La demande de microcrédits, qui sont proposés à des emprunteurs généralement sans garantie, sans emploi stable et sans antécédents solides en matière de crédit, s'est développée par le bouche à oreille, a dit Alaa Abu Halawa, coordinatrice des programmes de Sharakeh, avant d'ajouter : « Les gens ont compris les avantages de la microfinance. Elle est de plus en plus importante, donc elle attire davantage d'investisseurs. »

Présentés comme un outil permettant aux plus pauvres d'accéder aux services financiers, les microcrédits représentent également une alternative intéressante aux prêts généralement proposés par les banques aux petites entreprises dans le Territoire palestinien occupé (TPO), indiquent les institutions de microfinance palestiniennes.

« Les banques demandent de solides garanties et appliquent des procédures d'octroi de prêt complexes. Ce n'est pas notre cas », a dit à IRIN Sameer Kraishi, gestionnaire de microcrédit de l'Organisation arabe pour le développement agricole (ACAD). « La Palestine est un cas particulier ...Le montant des microcrédits que nous octroyons, en général de l'ordre de 5 000 dollars, est élevé en comparaison avec les pays en développement comme l'Inde ».

Dans le cadre de son travail à l'ACAD, M. Kraishi a vu nombre de Palestiniens créer des entreprises avec succès grâce à l'octroi de microcrédits. Mais il sait également que beaucoup ont échoué. La crise financière persistante qui frappe une Autorité palestinienne tributaire de l'aide, et ses répercussions sur l'économie générale de la Cisjordanie, sont loin d'épargner les petites entreprises, a-t-il dit.

Manque de soutien des bailleurs de fonds

Selon le haut responsable de l'Autorité palestinienne Ghassan Khatib, le paiement des salaires des employés de l'Autorité a encore une fois été effectué avec plusieurs jours de retard ce mois-ci. « L'Autorité palestinienne est incapable d'honorer ses obligations de paiement en raison de l'insuffisance des fonds étrangers. Les perspectives ne sont pas bonnes pour cette année », a-t-il dit à IRIN.

L'insuffisance de l'aide fournie par les bailleurs de fonds étrangers à l'Autorité palestinienne est l'une des raisons du ralentissement de la croissance économique en Cisjordanie en 2011, a indiqué la Banque mondiale dans un récent rapport. En 2011, l'Autorité palestinienne a demandé 1,5 milliard de dollars au titre de l'aide budgétaire, mais n'a finalement reçu que 814 millions de dollars environ. Le déficit budgétaire récurrent de l'Autorité palestinienne devrait s'élever à environ 1,1 milliard de dollars en 2012.

« L'essor de la microfinance s'explique principalement par la dégradation de l'économie qui, combinée à la crise financière au sein de l'Autorité palestinienne, a engendré un chômage élevé et l'augmentation du taux de pauvreté. Ainsi, les gens ont commencé à s'intéresser aux projets privés pour gagner leur vie », a dit Mme Halawa de Sharakeh.

Mais les petites entreprises sont dépendantes des dépenses des employés de l'Autorité palestinienne. « Lorsque les salaires sont revus à la baisse, la demande de biens et de services diminue », a dit à IRIN Samir Barghouti, directeur général de l'ACAD, ajoutant : « En conséquence, nos clients ont souvent des difficultés à rembourser leurs microcrédits ; cela engendre des risques pour eux, mais aussi pour nous, en tant qu'institution ».

L'échec n'est jamais très loin

Mahmud al-Haj, 43 ans, vendeur de légumes sur le marché central de Ramallah, est l'un des clients de l'ACAD touchés par le ralentissement économique.

« L'année dernière, mes bénéfices n'ont cessé de diminuer. Beaucoup de mes clients sont des employés de l'Autorité palestinienne. Ils n'ont pas suffisamment d'argent quand leurs salaires sont versés en retard, donc ils n'achètent rien », a-t-il dit à IRIN.

Il y a quelques années, il gagnait l'équivalent d'environ 1 600 dollars par mois ; aujourd'hui, ses bénéfices mensuels ne dépassent guère 500 dollars. Il avait emprunté 3 000 dollars.

« Je vends à peine 200 kg de légumes par mois », a-t-il dit, avant d'ajouter : « J'ai peur de ne pas pouvoir continuer une fois que mon prêt sera épuisé. Je dois payer les taxes municipales. Je dois m'occuper de ma famille. Je dois payer les frais de scolarité de mes enfants, l'électricité, la nourriture, et j'ai à peine commencé à rembourser mon prêt ».

Près de la moitié des projets mis en œuvre grâce aux microcrédits échouent d'une façon ou d'une autre, selon Shaker Saadeh, directeur du bureau local de l'ACAD à Ramallah.

« Beaucoup de nos clients occupaient des emplois non qualifiés en Israël, ils n'ont jamais acquis les connaissances suffisantes pour diriger une entreprise. D'autres utilisent les microcrédits pour changer de profession ; un charpentier décide par exemple de créer une entreprise agricole, sans vraiment savoir ce qu'il doit faire », a-t-il ajouté.

Couture

« Au cours de ces sept dernières années, j'ai bénéficié de 15 microcrédits accordés par différentes organisations. Avant, j'étais salariée, mais j'ai fini par ouvrir mon propre atelier de couture », a dit Na'ma Shamali, 48 ans, installée devant sa machine dans son atelier de Ramallah.

Son prêt actuel s'élève à 3 000 dollars, mais l'expérience lui a appris qu'elle devait investir l'argent emprunté avec sagesse. « Au début de chaque mois, je détermine mes priorités. De quoi ai-je vraiment besoin ? Récemment, j'ai acheté une nouvelle machine à coudre électrique pour 9 000 shekels [2 400 dollars]. Mais au début de chaque mois, je me force à travailler dur, pour pouvoir rembourser le prêt », a-t-elle dit.

Grâce à la croissance de son entreprise, elle et son mari ont pu acheter la maison qu'ils louaient et inscrire leurs enfants dans une école privée. « Je fais 5 000 shekels [1 320 dollars] de bénéfices [par mois] aujourd'hui. Je suis contente ».

La question de savoir si la microfinance constitue pour les femmes un outil d'autonomisation qui aille au-delà du simple succès financier a fait l'objet de nombreux débats par le passé.

Questions liées au genre

Dans le TPO, la persistance des rôles traditionnels empêche une réelle autonomisation des femmes, a dit Nisreen Swelem, directrice régionale pour la Cisjordanie de l'Association palestinienne des femmes d'affaires (Asala), qui accorde des microcrédits à quelque 4 000

Palestiniennes.

« Souvent les femmes continuent à travailler d'arrache-pied, tandis que leurs maris prennent la direction de l'entreprise. Nous ne pouvons tout simplement pas contrôler les aspects culturels », a dit à IRIN Mme Swelem.

Dans le domaine de l'agriculture notamment, les femmes travaillent souvent en famille, elles ne sont pas rémunérées et demeurent dans l'invisibilité économique, ont montré les recherches d'Asala.

« J'essaye de sensibiliser les gens. Je leur demande qui contrôle l'argent », a dit Mme Swelem.

« Il y a encore beaucoup à faire en matière de sensibilisation au genre. Mais, d'une certaine façon, les réunions organisées sur la question du genre ont un impact clairement positif. Nombre des femmes qui participent aux formations deviendront à leur tour formatrices ».

ah/oa/cb-mg/og